



Arrêt

n° 78 525 du 30 mars 2012
dans l'affaire x / III

En cause : x

Ayant élu domicile : x

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 22 novembre 2011, par M. x, qui déclare être de nationalité italienne, tendant à l'annulation de « *la décision mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 21)* », prise le 21 octobre 2011, et lui notifiée le 26 octobre 2011.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 15 décembre 2011 convoquant les parties à l'audience du 13 janvier 2012.

Entendu, en son rapport, M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN loco Me N. EL JANATI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

Le 26 janvier 2011, la partie requérante, de nationalité italienne, introduit une demande d'attestation d'enregistrement en tant que travailleur salarié. Elle délivre à l'appui de cette demande un contrat de travail à durée indéterminée précisant qu'elle sera mise au travail à partir du 4 février 2011.

Cette attestation d'enregistrement lui sera délivrée en date du 2 février 2011.

Le 26 juillet 2011, le Centre Public d'Action Sociale (CPAS) de Pepinster constate, à l'attention de la partie défenderesse, que la partie requérante bénéficie du revenu d'intégration sociale depuis le 16 juin 2011.

Le 21 octobre 2011, la partie adverse consulte la base de données DIMONA, celle-ci renseignant que la partie requérante a effectivement travaillé du 4 février 2011 au 7 mars 2011.

Suite à ce, la partie défenderesse prend, à la même date, une décision mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (Annexe 21). Cette décision est motivée comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

En date du 26/01/2011, l'intéressé a introduit une demande d'attestation d'enregistrement en tant que travailleur salarié. A l'appui de sa demande, il a produit une attestation patronale datée du 31/01/2011 dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée valable à partir du 04/02/2011. En date du 02/02/2011, il a été mis en possession d'une attestation d'enregistrement.

Or, l'intéressé n'a travaillé que du 04/02/2011 au 07/03/2011. Depuis cette date, il ne travaille plus et depuis le 16/06/2011, il bénéficie d'ailleurs du revenu d'intégration sociale au taux d'isolé, ce qui démontre qu'il n'exerce plus d'activité professionnelle effective.

Ne travaillant plus depuis six mois et ayant travaillé moins d'un an depuis sa demande d'inscription, l'intéressé ne remplit donc plus les conditions pour l'exercice de son droit de séjour en tant que travailleur et n'en conserve pas le statut. Il ne remplit pas non plus les conditions de séjour d'un demandeur d'emploi, son inactivité depuis plus de six mois établissant qu'il n'a aucune chance réelle d'être engagé compte tenu de sa situation personnelle.

Dès lors, en application de l'article 42 bis §1^{er} de la loi du 15.12.1980, l'intéressé ne remplissant plus les conditions pour l'exercice de son droit de séjour, il est mis fin à celui-ci. »

Il s'agit de l'acte attaqué.

2. Exposé du moyen d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique, « *de la violation de l'article 42bis de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour et l'établissement des étrangers, les articles 1 à 3 de la loi du 29.07.1991 relatifs à la motivation formelle des actes administratifs, de la motivation absente, inexacte, insuffisante ou contradictoire et dès lors l'absence de motifs légalement admissibles, de l'erreur manifeste d'appréciation, de l'excès de pouvoir, de la violation du principe général de devoir de prudence, du principe général de bonne administration, du principe d'équitables procédures, du principe général selon lequel l'Autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments de la cause.* »

2.2. Dans ce qui s'apparente à une première branche, la partie requérante allègue qu'en ne gérant avec prudence et en n'investiguant pas de manière complémentaire afin de découvrir si le requérant ne se trouvait pas dans un des cas prévus par l'article 42bis, §2, de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse a fondé le motif principal de sa décision sur un fait qui n'est pas exact, et qui par conséquent ne répond pas aux obligations de motivation formelle qui lui incombait.

Dans ce cadre, la partie requérante invoque avoir introduit une demande d'allocations de chômage le 15 mars 2011 et avoir été informée de son droit aux dites allocations le 11 août 2011, en sorte que pendant la période séparant son arrêt de travail et l'octroi du bénéfice du chômage, la partie requérante a été contrainte de faire appel au CPAS de Dison, et puis à celui de Pepinster. Ensuite, ce même CPAS a décidé le 11 octobre 2011 de retirer l'aide fournie au premier octobre et de transformer la période durant laquelle le requérant a perçu celle-ci, soit du 16 juin 2011 au 30 septembre 2011, en avance sur allocation chômage. La partie requérante a d'ailleurs remboursé la somme avancée par un virement du 3 octobre 2011 les aides versées par le CPAS de Pepinster pour la période allant du 16 juin 2011 au 30 septembre 2011 et par un virement du 17 octobre 2011 pour le CPAS de Dison. Ainsi, la partie requérante bénéficiant du chômage depuis le 15 mars 2011, étant inscrite en tant que demandeur d'emploi au FOREM et ne désespérant pas retrouver du travail malgré la crise, la partie défenderesse n'a pas pu valablement estimer qu'elle ne remplissait plus les conditions de l'article 40 et suivants de la loi du 15 décembre 1980.

2.3. Dans ce qui s'apparente à une seconde branche, la partie requérante reproche à la partie défenderesse de n'avoir pas valablement motivé sa décision en se dispensant d'indiquer la base légale

sur laquelle celle-ci se fonde, en se bornant à mentionner qu'elle est prise en exécution de l'article 42bis de la loi du 15 décembre 1980, dès lors que cette disposition renvoie à différentes hypothèses légales permettant de mettre fin au droit de séjour d'un européen.

2.4. Dans ce qui s'apparente à une troisième branche, la partie requérante reproche à la partie défenderesse d'avoir méconnu l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH), en agissant « *de manière disproportionnée et déraisonnable lorsqu'elle se dispense d'agir avec prudence ce qui lui aurait permis de ne pas opter pour la mesure la plus restrictive dans le droit fondamental du requérant de voir sa vie privée et familiale respectée* », ainsi qu'en ne motivant pas l'acte attaqué sur cette question, commettant ainsi une erreur manifeste d'appréciation et violant les dispositions et principes repris au moyen.

3. Discussion.

3.1. Sur les deux premières branches du moyen unique, le Conseil observe tout d'abord qu'en indiquant, dans l'acte attaqué, que la décision mettant fin au droit de séjour est prise sur pied de l'article 42bis, §1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse a manifestement informé la partie requérante de la base légale de sa décision.

En l'espèce, la partie requérante, ressortissante européenne, avait obtenu le droit de séjourner plus de trois mois sur la base de l'article 40, §4, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 en tant que travailleur salarié, étant précisé que ladite disposition ajoute que ce droit perdure « *tant qu'il est en mesure de faire la preuve qu'il continue à chercher un emploi et qu'il a des chances réelles d'être engagé* ».

L'article 42 bis de la loi du 15 décembre 1980 est libellé comme suit :

« § 1er. Le ministre ou son délégué peut mettre fin au droit de séjour du citoyen de l'Union lorsqu'il ne satisfait plus aux conditions fixées à l'article 40, § 4, et à l'article 40bis, § 4, alinéa 2, ou, dans les cas visés à l'article 40, § 4, alinéa 1er, 2° et 3°, lorsqu'il constitue une charge déraisonnable pour le système d'aide sociale du Royaume. Le ministre ou son délégué peut, si nécessaire, vérifier si les conditions pour l'exercice du droit de séjour sont respectées.

§ 2. Un citoyen de l'Union conserve cependant le droit de séjour prévu à l'article 40, § 4, alinéa 1er, 1°, dans les cas suivants :

- 1° s'il a été frappé par une incapacité de travail temporaire résultant d'une maladie ou d'un accident;
- 2° s'il se trouve en chômage involontaire dûment constaté après avoir été employé au moins un an et s'est fait enregistrer en qualité de demandeur d'emploi auprès du service de l'emploi compétent;
- 3° s'il se trouve en chômage involontaire dûment constaté à la fin de son contrat de travail à durée déterminée inférieure à un an ou après avoir été involontairement au chômage pendant les douze premiers mois et s'est fait enregistrer en qualité de demandeur d'emploi auprès du service de l'emploi compétent. Dans ce cas, il conserve le statut de travailleur pendant au moins six mois;
- 4° s'il entreprend une formation professionnelle. A moins que l'intéressé ne se trouve en situation de chômage involontaire, le maintien de la qualité de travailleur suppose qu'il existe une relation entre la formation et l'activité professionnelle antérieure ».

3.1.1. En l'espèce, il incombait à la partie requérante, en vertu de l'article 42bis, §1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, lu en combinaison avec l'article 40, §4, alinéa 1^{er}, 1°, de la même loi, d'apporter la preuve qu'elle continuait à chercher un emploi et qu'elle avait des chances réelles d'être engagée, étant entendu que ces deux conditions sont cumulatives.

3.1.2. Contrairement à ce que la partie requérante tente de faire accroire, la partie défenderesse justifie sa décision, non pas par la perception d'aides sociales, mais par l'absence d'activité professionnelle effective, cette circonstance n'étant pas remise en cause en tant que telle par la partie requérante. Au demeurant, ce motif est établi à la lecture du dossier administratif.

Il appert également que la partie défenderesse a légitimement pu considérer que la partie requérante n'ayant exercé son activité professionnelle salariée que du 4 février 2011 au 7 mars 2011, elle ne remplit pas non plus les conditions mises au séjour d'un travailleur salarié.

Ensuite, le Conseil ne peut davantage suivre la partie requérante lorsqu'elle soutient que la partie défenderesse n'aurait pas vérifié si elle ne pouvait bénéficier de l'application de l'article 42bis, §2 de la loi du 15 décembre 1980. La seconde partie de la motivation de l'acte attaqué atteste en effet du souci de la partie défenderesse de s'assurer que la situation de chômage involontaire ne pouvait répondre aux conditions énoncées à l'article 42bis, §2, 2° et 3° de la loi du 15 décembre 1980, avant de mettre fin au droit de séjour.

Enfin, la partie défenderesse a pu considérer sur la base du dossier administratif qu'au jour où elle a statué, soit le 21 octobre 2011, la partie requérante ne remplissait plus les conditions mises au séjour d'un demandeur d'emploi. En effet, au vu de la recherche DIMONA effectuée le 21 octobre 2011 et de la communication du CPAS de Pepinster du 26 juillet 2011, la partie requérante a cessé de travailler le 7 mars 2011, et elle bénéficie depuis le 16 juin 2011 d'un revenu d'intégration sociale, ces deux éléments démontrant à suffisance qu'au jour de la prise de décision et au vu des documents en possession de la partie défenderesse, la partie requérante n'exerçait plus d'activité professionnelle effective depuis plus de six mois.

Dans les circonstances de la cause, la partie requérante n'était pas susceptible de revendiquer le bénéfice de l'article 42bis, §2, de la loi du 15 décembre 1980, en manière telle que la partie défenderesse était autorisée à mettre fin au séjour de la première partie requérante.

Partant, les deux premières branches du moyen ne sont pas fondées.

3.2. Sur la troisième branche du moyen, le Conseil rappelle que lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

En l'espèce, la partie requérante reste en défaut de fournir un quelconque développement quant aux éléments qui constituent sa vie privée et familiale alléguée, ou quant à la manière dont la partie défenderesse y porterait atteinte en prenant l'acte attaqué, se bornant à mentionner « *le droit fondamental du requérant de voir sa vie privée et familiale respectée* » non autrement précisé.

3.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen n'est fondé en aucune de ses branches.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente mars deux mille douze par :

Mme M. GERGEAY,

Président f. f., juge au contentieux des étrangers

Mme A. P. PALERMO,

Greffier.

Le greffier,

Le président,

A. P. PALERMO

M. GERGEAY